

feuillet d'information produit par la

TABLE DE CONCERTATION SUR LES DROITS HUMAINS AU CONGO/KINSHASA

Entraide missionnaire, 15 De Castelnau Ouest, Montréal (Qc), Canada H2R 2W3 Tél. (514) 270-6089 Fax 270-6156 Email emi@web.net

Janvier 2000

N° 157

L'ONU s'impliquera un peu plus... peut-être!

À l'initiative de l'ambassadeur américain à l'ONU, Richard Holbrooke, le Conseil de sécurité a consacré la journée du 24 janvier au conflit congolais. Tous les chefs d'État des pays impliqués dans la guerre ont pris part à la session que présidait Madeleine Albright, la Secrétaire d'État américaine. Tous ont pris la parole pour exprimer leur attachement à l'Accord de Lusaka et déplorer la lenteur du Conseil de sécurité à déployer des troupes d'interposition. Unanimement, ils ont affirmé que ces troupes, en plus de maintenir la paix, devraient désarmer les différentes milices actives au Congo et superviser le retrait des troupes étrangères.

Devant l'expression de tant de bonne volonté et de sollicitude envers les populations civiles victimes d'une guerre qu'elles réprouvent, on pouvait se demander pourquoi les armées de chacun de ces dirigeants continuaient à se battre et pourquoi l'Accord n'était toujours pas appliqué. Hypocrisie sans doute de chefs d'État qui ont signé une entente à laquelle ils ne croyaient pas réellement. D'ailleurs, chacun a rappelé avec conviction les raisons de son implication dans le conflit, des raisons qui seraient toujours valables aujourd'hui...

Mais au delà des discours que retiendra-t-on de l'événement? Sans doute que le problème de la guerre en RDC, la «*première guerre mondiale africaine*» selon l'expression reprise par Madeleine Albright durant sa présentation, a été formellement saisie par le Conseil de sécurité, sur proposition des États-Unis qui entendaient ainsi montrer leur détermination à mener le jeu, même en Afrique. Le Conseil de sécurité devra donc se prononcer sous peu sur la proposition de Kofi Annan de passer à la Phase II de la mission des Nations unies au Congo (MONUC), soit l'envoi d'une mission de 500 observateurs protégés par un contingent de 5 000 soldats.

Ensuite, comme l'a affirmé Madeleine Albright «*la communauté internationale, incluant les États-Unis, peuvent condamner et effectivement condamnent la violation de l'intégrité territoriale du Congo par des forces étrangères*».

Politiquement, il semble également que les arguments du président angolais Dos Santos pourraient être entendus; pour lui la faiblesse de l'Accord de Lusaka vient du fait qu'il a mis le gouvernement congolais, gouvernement légal et internationalement reconnu par tous les États, sur un pied d'égalité avec les groupes rebelles et qu'on semble demander au gouvernement en poste à Kinshasa, qui n'a pas été défait militairement, de capituler lors du Dialogue intercongolais. À ses yeux, le

président Kabila devrait être reconduit par toutes les parties comme président durant la transition et organiser les élections législatives et présidentielles.

Enfin, l'unanimité s'est faite sur le choix du «modérateur» au prochain Dialogue intercongolais, Ketumile Masire, qui a rapidement obtenu des promesses de financement de plus de 2M \$US pour débiter son travail.

On serait donc en droit d'espérer un dénouement prochain du conflit régional dont la RDC est toujours le théâtre. Malheureusement, l'issue apparaît encore bien lointaine. Le secrétaire général de l'ONU, ainsi que les représentants américains ont bien précisé que la force internationale ne serait déployée qu'à condition que sa sécurité soit assurée par les belligérants et qu'il ne sera pas question pour elle de neutraliser les milices armées. Il reviendra donc au comité politique et à la Commission militaire mixte (CMM), institués par l'Accord de Lusaka, de voir à l'application du cessez-le-feu et aux désarmements des miliciens. Seule concession, une structure de coordination CMM-MONUC sera établie. Par ailleurs, même la mise en route de la Phase II de la mission de l'ONU est loin d'être assurée dans un avenir rapproché. Le *New York Times*, dans son éditorial du 31 janvier, évaluait les coûts de la mission à 280M \$US dont le quart devrait être assumé par les États-Unis après acceptation du Congrès. Plusieurs doutent de la volonté américaine de s'engager dans un tel conflit en pleine période électorale pour la présidence.

D'autre part, rien n'indique que le Dialogue intercongolais pourra débiter d'ici la fin mars, comme le souhaite le modérateur qui a fixé sa composition autour de 130 participants. À Kinshasa, le projet de tenir une consultation nationale sous l'égide des confessions religieuses, devant réunir toutes les parties, est toujours à l'ordre du jour, comme l'a rappelé Kabila à New York. Des invitations sont parvenues aux organisations congolaises de la diaspora via les représentations diplomatiques à l'étranger...

Richard Holbrooke, peu avant l'ouverture de la session spéciale du Conseil de sécurité sur le Congo, affirmait vouloir parvenir à un «Lusaka Plus» permettant un déblocage réel du processus de paix. Il est loin d'être certain que son objectif ait été atteint. Pour l'instant, l'accord tient et la communauté internationale, les États-Unis en tête, s'est engagée à faire sa part... si certaines conditions sont remplies. Le retour à la paix peut encore être espéré, mais certainement pas pour demain.

État des combats sur le terrain

Vers le milieu du mois de janvier, les forces gouvernementales et alliées ont finalement réussi à libérer les quelques 2000 soldats encerclés par les rebelles RCD à l'aéroport d'Ikela dans la Province de l'Équateur et à reprendre cette ville qui avait été capturée à la fin de novembre 1999. Pour y parvenir, de grands moyens auraient été utilisés, étant donné qu'Ikela possède un aéroport et peut être atteinte par voie fluviale; on l'aurait attaquée à la fois par bateaux, par hélicoptères et avec beaucoup d'artillerie. Selon des diplomates, un irritant majeur à l'exécution du processus de paix serait ainsi tombé. Mais cette reprise d'Ikela par les armes représente un échec pour la **Commission militaire mixte** (CMM), qui avait obtenu un accord pour le ravitaillement des troupes assiégées.

Il est difficile de savoir avec certitude ce qui se passe sur les autres fronts. Les forces alliées auraient tenté et tenteraient encore de reprendre la ville de Basankusu, à 200 km au nord-est de Mbandaka; c'est une autre ville importante prise par les rebelles MLC après la signature de l'accord de Lusaka. D'autres combats se sont poursuivis au nord de Mbandaka. Le 9 janvier, Jean-Pierre Bemba, chef du Mouvement de libération du Congo (MLC) a prétendu s'être emparé de Libanga, tandis que Kinshasa déclarait de son côté avoir capturé Kwalungu et Gwaluru.

Le 19 janvier, l'agence catholique italienne MiSNA affirmait qu'au moins un avion cargo atterrissait chaque jour à Libenge, au nord de la Province de l'Équateur, amenant pour le MLC des renforts en soldats et en équipements. Selon les sources de MiSNA, les forces MLC continuaient à combattre à Dongo, à 100 km au sud de Libenge et avaient fait fuir quelque 50 000 personnes vers la République du Congo voisin. Ces forces, selon les mêmes sources, étaient composées, outre des soldats congolais, d'un grand nombre de soldats ougandais, qui ne parlaient que l'anglais; la présence de blancs en tenue militaire parlant avec un accent américain a même été signalée.

Par ailleurs, le 10 janvier, l'armée congolaise a affirmé que les soldats du MLC s'infiltraient à partir de la République Centrafricaine et que Jean-Pierre Bemba procédait à du recrutement de soldats à Wango dans ce pays. Les autorités de Kinshasa ont demandé à celles de Bangui de clarifier la situation, puisque les deux pays sont liés par un accord de défense depuis que la guerre a éclaté en août 1998.

Des observateurs de l'ONU ont parlé, le 24 janvier, d'autres combats près de Kisangani et au Kasai Occidental. Il y en aurait eu aussi près de Mpweto à l'est du Katanga. Dans la Province du Maniema, les Mayi-Mayi se sont d'abord emparés de Shabunda et l'ont occupée 5 jours, puis la ville a été reprise par les forces rebelles et rwandaises qui, selon des ONG locales, ont tué des civils, pillé et brûlé des maisons; ce qui a fait fuir vers Bukavu des centaines de familles. D'autres combats ont été signalés près d'Uvira dans le Sud-Kivu, ainsi qu'au sud de Bukavu où il y aurait de 7 à 12 000 personnes déplacées à cause de l'insécurité

entretenu par les Interahamwe. Depuis la réunion de New York où les chefs d'État s'étaient engagés de nouveau à respecter l'accord de Lusaka, les forces gouvernementales et les forces rebelles se sont mutuellement accusées de violer le cessez-le-feu à plusieurs endroits: au nord de Mbandaka, selon les FAC; près de Basankusu, au nord d'Ikela en direction de Kisangani et près de Lusambo, au nord de Mbuji-Mayi, selon les rebelles. Mais il n'y a pas eu confirmation de ces informations par des sources indépendantes.

Situation humanitaire intolérable

La situation humanitaire vécue en RDC est de plus en plus intolérable. Et pourtant, les Nations unies reconnaissent le 11 janvier que les agences humanitaires de l'ONU n'avaient obtenu en 1999 que 20% des fonds requis pour intervenir en RDC et en Ouganda.

Le dossier le plus complet sur cette situation a été publié le 25 janvier par *Médecins sans frontières* (MSF) dans le but de *«faire appel à une action urgente pour mettre fin à la spirale de la violence et de souffrances humaines»*. MSF y montre *«à quel point les indicateurs économiques, humanitaires et médicaux font retentir la sonnette d'alarme. L'héritage du régime de Mobutu, l'impasse politique et le conflit militaire ont eu des effets désastreux sur les secteurs économique et social, qui peuvent à peine continuer de fonctionner, et sur les villes, dont plusieurs sont au bord de la famine. (...) Nous assistons à une méga-catastrophe humanitaire. (...) Les situations de crise donnent aux circuits criminels l'opportunité de saisir le contrôle de la richesse de la région, avec ou sans l'assentiment des autorités locales ou des pays voisins. Les leaders politiques sont souvent incapables de résister à la tentation de s'engager dans de lucratifs transferts qui minent l'appareil de l'État»*.

Cette situation économique et politico-militaire a des conséquences dramatiques sur la santé de la population congolaise. Tout le système de santé de base est en train de s'effondrer. Par exemple, seulement 9% des districts de santé possède un réfrigérateur pour conserver les médicaments; les campagnes de vaccination ne peuvent donc plus être organisées de façon structurée. Il y a régulièrement explosion d'épidémies comme la méningite, la rougeole, le choléra; des maladies endémiques comme la malaria, le SIDA et la maladie du sommeil se propagent rapidement. Le SIDA est en train d'atteindre des proportions énormes: en 1991, on estimait déjà à 6% la population de Kinshasa infectée par le virus HIV. Selon l'OMS, le nombre d'enfants infectés en 1997 dans l'ensemble du pays était de 410 000. De plus, la présence sur le territoire de la RDC de soldats venant de pays où le niveau d'infection des adultes est parmi le plus élevé au monde (Zimbabwe, Rwanda et Ouganda) multiplie les possibilités de dissémination de cette maladie. La maladie du sommeil aussi a atteint un niveau alarmant d'expansion depuis qu'on a discontinué des programmes de contrôle de cette maladie, au début des années 90. À Kinshasa, il était plutôt rare de constater sa présence; en 1996, on a

relevé 254 nouveaux cas, et 735 en 1999. Or, plus il y a de gens infectés, plus la maladie a de chance de se diffuser rapidement.

Concernant la malnutrition, MSF cite les estimations de la FAO: l'année dernière, 17% de la population de tout le pays vivait dans l'insécurité alimentaire et 4.3%, soit 2 150 000 personnes manquaient sérieusement de nourriture. Dans la seule Province du Sud-Kivu, on estimait à 125 000 le nombre de familles n'ayant pas pu cultiver normalement la terre à cause de la guerre entre septembre 1999 et janvier 2000.

Le rapport de MSF parle aussi d'un nombre de plus en plus grand d'enfants abandonnés à cause de la pauvreté. Ils seraient, selon *Médecins du monde*, entre 8 000 et 15 000 à Kinshasa, 3 000 à Lubumbashi. Pour ces enfants, joindre un des groupes militaires est souvent la meilleure alternative pour survivre.

La première recommandation de MSF à la communauté internationale est de faire en sorte que le conflit armé soit rapidement stoppé. C'est la première condition pour qu'il soit possible par la suite de s'attaquer à la reconstruction de la RDC. **«Médecins sans frontières fait un appel urgent pour un véritable engagement international de ne pas abandonner le peuple congolais à son sort.»**

Récemment, les cris de nombreux responsables religieux se sont ajoutés aux autres sonnettes d'alarmes; ils sont, dans la zone occupée, parmi les rares personnes encore capables de parler. Par exemple, à la fin de décembre, l'évêque de Bukavu, Mgr Kalaliko, écrivait ceci: **«Des pouvoirs étrangers, avec la collaboration de certains de nos frères congolais, organisent des guerres avec les ressources de notre pays. Ces ressources, qui devraient être utilisées pour notre développement, pour l'éducation de nos enfants, pour guérir nos malades, bref pour que nous puissions vivre de façon plus humaine, servent à nous tuer. Plus encore, notre pays et nous-mêmes, nous sommes devenus objet d'exploitation. Tout ce qui a de la valeur est pillé, saccagé et amené à l'étranger ou simplement détruit. Les impôts, qui devraient être investis pour le bien commun, sont détournés. Des taxes exorbitantes n'étranglent pas seulement le grand commerce et l'industrie, mais aussi la maman qui vit de son petit commerce...»** Le 25 janvier, les évêques congolais de l'Église anglicane réunis à Kampala écrivaient à leur tour: **«Nous regrettons amèrement les horribles et néfastes péripéties que traversent les fils et les filles de notre cher pays, à savoir les maladies, la famine, les pillages systématiques, les morts d'innocents, les tueries barbares, les nombreux déplacés sans assistance, la destruction de l'environnement et des infrastructures scolaires, des églises, des maisons d'habitation. (...) Eut égard à tout ce qui précède, nous déclarons que nous sommes unanimement contre cette guerre meurtrière, contre la balkanisation, contre la politique d'exclusion, et nous dénonçons l'occupation étrangère et illégale du territoire congolais, la passivité complice de l'ONU et de toute la communauté internationale, et la naïveté de certains politiciens congolais...»**

Droits humains en zone gouvernementale

Le 10 janvier, *Amnistie internationale* (AI) publiait un rapport portant sur la partie de la RDC contrôlée par le gouvernement de Kinshasa. Il confirme ce qui a été écrit mois après mois dans ce bulletin: opposants politiques, journalistes, défenseurs des droits humains et militants syndicaux pacifiques font l'objet d'une continuelle répression de la part du gouvernement de la RDC. La guerre est devenue un prétexte pour soumettre la population à cette répression injustifiée; d'ailleurs, la plupart des violations sont perpétrées dans des régions très éloignées des zones de combats. La majorité des victimes sont détenues sans inculpation ni jugement; certaines sont condamnées à de lourdes peines par la *Cour d'ordre militaire*, un tribunal d'exception, dont les décisions ne sont pas susceptibles d'appel et dont les juges, membres de l'armée, sont nommés par le président. Le passage à tabac, ainsi que d'autres formes de torture, notamment le viol, sont monnaie courante. Ces violations sont généralement commises par les nombreuses forces de sécurité dont certaines dépendent directement du président et qui ne sont pas habilitées à procéder à des arrestations.

En réponse à ce rapport, le ministre des Droits humains, Léonard She Okitundu, s'est contenté de dire qu'AI n'avait pas suffisamment tenu compte de l'état de guerre dans lequel vivait la RDC, qu'il fallait empêcher les infiltrations et défendre le pays. Le 19 janvier, au cours d'une réunion à Montréal, il a cependant reconnu qu'il manquait une culture des droits humains dans son pays et affirmé qu'il s'employait à la développer. Les autorités congolaises et les responsables des services de sécurité ignorent souvent les conventions et lois internationales que le Congo a ratifiées. Son ministère a produit en avril 1999 un numéro spécial du Journal officiel de la RDC où sont repris les textes de ces conventions et lois ratifiées par la RDC. En outre, le ministre Okitundu a mis ses interlocuteurs au défi de trouver en Afrique une presse plus libre que celle du Congo.

Le rapport d'AI est cependant confirmé par de nouveaux faits survenus au cours du mois de janvier. Le 7, le professeur Balanda, ancien premier président de la Cour suprême de justice et professeur à l'Université de Kinshasa, a été arrêté après une perquisition chez lui. Il était toujours détenu le 19 janvier, sans qu'il sache le motif de son arrestation.

Le 9 janvier, le journaliste Mossi-Mwassi, ancien reporter à la BBC et à la Voix de l'Amérique, ainsi que son fils Issa Manuel Mossi ont été arrêtés par cinq hommes armés. Ils ont dû passer la nuit à même le sol, dans une cave sans lumière ni bouche d'aération. Le journaliste aurait été menacé de mort et aurait subi la bastonnade. Le fils a été libéré le 10, et son père le 11 janvier. On les aurait appréhendés parce qu'ils auraient été surpris en train de s'entretenir en anglais.

Selon *Médias libres, médias pour tous*, le 13 janvier, il y avait encore trois journalistes en détention **«en dehors de toute procédure judiciaire régulière»**: Kazadi Djodjo de *La Palme d'or*, Polycarpe Honsek Honkoy de *Solidarité* et Freddy Loseke de *La Libre Afrique*. Le

premier a été libéré, mais après avoir dû signer un document qualifié de suicidaire, où il s'engageait à «*ne plus publier un article contre le pouvoir et d'entrer obligatoirement en contact avec l'Agence nationale de renseignements s'il détenait une information semblable à celle qui lui a valu 66 jours de détention*». Quant à Polycarpe Honsek, il a été condamné à 3 mois de servitude pénale, puis libéré le 4 février, puisqu'il avait déjà fait plus de trois mois de prison. Il a interjeté appel de sa condamnation.

Le 26 janvier, *Journaliste en danger* (JED) informait que des membres de son personnel étaient menacés. L'un d'eux, Jérôme Debo, venait d'échapper la veille à une tentative d'enlèvement. L'organisme avait par ailleurs déjà reçu deux appels téléphoniques anonymes de menaces. JED a aussi appris qu'un journaliste de *La Tempête des tropiques*, Norbert Tambwe, avait reçu le 25 janvier une convocation lui demandant de se présenter au services spéciaux de la *Police nationale congolaise*. Ces services possèdent un lieu de détention redouté, dont plusieurs journalistes ont déjà fait l'expérience. On croit que la convocation fait suite à un article du journaliste du 21 janvier, intitulé: «*Deux motards de l'escorte présidentielle tués suite à un excès de vitesse*».

Les partis politiques continuent d'être surveillés et empêchés de rassembler leurs membres. Sept militants du Parti lumumbiste unifié (PALU) ont été appréhendés le 7 janvier, alors qu'ils étaient réunis chez un des membres du parti. Ils ont été libérés le 11 janvier. Le 16 janvier, c'était au tour de 23 membres des Forces novatrices pour l'union et la solidarité (FONUS) d'être arrêtés alors qu'ils étaient rassemblés à la maison de leur chef Joseph Olengha Nkoy.

Dans un rapport portant sur l'année 1999, *Médias pour la paix* écrivait que la gestion publique s'était «*caractérisée par une radicalisation du pouvoir à travers le verrouillage de tous les espaces d'expression*». En plus du harcèlement dont sont victimes journalistes, syndicalistes et activistes des droits humains, on révèle que la justice régulière a été abandonnée au profit de la Cour d'ordre militaire, que 95% des cas d'arrestation l'ont été par les services de renseignements sur base de soupçons de collusion avec l'ennemi. Plusieurs cas ont été le fait de règlements de compte opérés par les membres de la sphère du pouvoir.

Depuis quelques jours, 19 soldats ont été exécutés après leur condamnation à mort par la Cour d'ordre militaire. Huit l'ont été le 28 janvier pour incitation à la révolte, deux autres le 31 janvier pour assassinat d'un conducteur d'auto et neuf le 2 février pour meurtre et vol à main armée.

Droits humains en zone occupée

Amnistie internationale a publié le 17 janvier un autre rapport, portant celui-là sur le territoire contrôlée par la rébellion. Les informations recueillies, écrivait AI, tendent à prouver l'existence généralisée d'homicides délibérés et arbitraires, de disparitions, d'arrestations arbitraires et de torture, tous ces actes se produisant pratiquement tous les jours. Ils sont perpétrés par les

forces rebelles soutenues par des forces gouvernementales du Burundi, du Rwanda et de l'Ouganda; ou bien par les Mayi-Mayi et les Interahamwe dans les territoires passés sous leur contrôle. «*Prétextant le combat contre leurs opposants, toutes les parties au conflit se livrent massivement à des tueries, à des pillages et à des extorsions. La population tout entière vit dans la terreur et la misère.*» Dans les villes, en particulier à Goma et à Bukavu, arrestations et détentions arbitraires se sont généralisées, visant tout opposant présumé au RDC, y compris des journalistes et des défenseurs des droits humains. On tente de justifier ces violations en prétextant que les opposants présentent une menace et en rappelant le génocide commis au Rwanda en 1994. Selon AI, la grande majorité des victimes d'homicides, de tortures et d'arrestations arbitraires par le RCD ne sont pas membres de groupes armés. Il en est de même des victimes de la majorité des attentats de la part des diverses milices armées.

D'autre part, à Bukavu, huit Congolais ont été arrêtés le 29 janvier, par l'Agence nationale de renseignement (ANR) du RCD/Goma. Parmi ceux-ci, Bagenda Balagizi, secrétaire général de l'ONG *Comité Anti-Bwaki*, ancien président du conseil régional des ONG ainsi que de la société civile du Sud-Kivu. Il est également membre actif du Centre d'étude, de documentation et d'action civique (CEDAC) dont la publication *La Clef* est interdite depuis plusieurs mois. Il a été arrêté en même temps que Gustave Lwijire, président du conseil de la paroisse de la Cathédrale à Bukavu et secrétaire général du mouvement de jeunes Xaveri, et Ramos Ramazani Musombo, responsable de l'encadrement de projets de micro-crédits. Ce dernier a été libéré le 1^{er} février et les deux précédents, le 3.

Ces personnes ainsi qu'une quinzaine d'autres activement recherchées dont l'abbé Jean Bosco Bahala, responsable du service de presse de l'archidiocèse, et le père Anhueli, de la communauté missionnaire italienne des Xavériens, étaient accusées d'avoir produit un tract contre l'occupation étrangère de la province du Sud-Kivu appelant la population à des journées «ville-morte» à partir du 31 janvier.

Au Nord-Kivu, étaient arrêtées le 16 janvier, Immaculée Birhaheka et Jeanine Mukanirwa, respectivement présidente et vice-présidente du *Programme d'appui aux initiatives féminines* (PAIF), ainsi que d'autres femmes de l'organisation. Elles ont été interrogées par les services de sécurité du RCD et certaines d'entre elles ont été battues avant d'être relâchées le même jour, sans qu'aucune accusation ne soit portée contre elles. Jeanine Mukanirwa est demeurée en détention jusqu'au 18 janvier, puis a dû se rapporter quotidiennement aux services de sécurité. On lui a reproché sa participation à l'atelier sur la paix organisé par la société civile et les confessions religieuses congolaises en octobre dernier à Kinshasa.

Par ailleurs, le clergé et les organisations liées à l'Église catholique semblent être visés particulièrement par l'actuelle campagne de répression. Le 9 janvier, l'abbé Isidore Munyanshongere, formateur à l'Institut de philosophie de Buhimba près de Goma, était assassiné

par un militaire. Le 1^{er} janvier, Kataliko Kanyunyu de la Commission Justice et Paix du diocèse de Butembo-Beni, était à nouveau arrêté et interrogé sur l'homélie prononcée par M^{gr} Melchisedech Sikuli aux obsèques de Désiré Lumbulumbu, mort le 11 décembre dernier après avoir été torturé. Des menaces de mort à son endroit et à celui de l'évêque auraient alors été proférées. D'autre part, les autorités de Bukavu ont rapidement soupçonné l'Église catholique d'être à l'origine du mouvement de protestation «ville morte» comme le prouvent les arrestations parmi ses animateurs. Plusieurs y ont vu la réponse de la population à l'appel lancé par l'archevêque de Bukavu, M^{gr} Kataliko, à l'occasion de son message de Noël : *«Nous sommes écrasés par une oppression de domination. (...) Prenons le risque du chemin de la libération sous la conduite de l'Esprit. (...) L'Évangile nous pousse à récuser la voie des armes et de la violence pour sortir des conflits. C'est au prix de nos souffrances et de nos prières que nous mènerons le combat de la liberté, que nous amènerons également nos oppresseurs à la raison et à leur propre liberté intérieure».*

Enfin, au Nord-Kivu, selon l'Agence MISNA, au moins 1 000 jeunes Congolais suivent une formation militaire au camp de Nyaleke, non loin de Beni à quelques kilomètres de la frontière avec l'Ouganda. Selon des témoins, des enfants de 10 ou 11 ans se retrouveraient parmi ces recrues, dont les conditions de vie seraient déplorable. Ce camp à proximité du parc des Virunga avait déjà été utilisé en 1996 pour l'entraînement des jeunes «Kadogo» de l'AFDL.

Résistance populaire à l'Est

Les responsables des 3 mouvements rebelles se sont à nouveau rencontrés à Kabale, le 6 janvier afin de donner forme au projet de front commun décidé en décembre sous les pressions du Rwanda et de l'Ouganda. Aucune avancée significative n'a été rapportée quant à l'unification politique ou militaire des 3 forces. Une nouvelle rencontre de suivi du Front commun devait se dérouler à Kisangani le 4 février. Elle a été reportée parce que les présidents du RCD-Goma et du RCD-ML (aile Wamba dia Wamba) étaient toujours en tournée aux États-Unis.

Sur le terrain, les diverses rébellions doivent faire face à un mouvement de résistance populaire grandissant.

Ainsi, à Bukavu, une première manifestation pacifique a été organisée le 24 janvier par des élèves finalistes de l'année 1998-99. Ils réclamaient du gouverneur de pouvoir passer les examens d'État comme les autres finissants du pays. La marche a été dispersée brutalement par des soldats et sept étudiants ont été emprisonnés à l'auditorat militaire plusieurs jours durant.

Puis, à partir du 31 janvier, renouant avec une méthode de résistance pacifique développée sous Mobutu, la population de Bukavu a répondu à un mot d'ordre de journées «ville-morte». Toute la semaine, les bureaux et les écoles sont demeurés fermés en signe de protestation contre la guerre qui sévit toujours, le non-paiement des salaires des fonctionnaires et contre ce que la population ressent comme une «occupation» et

une «annexion» de la province par le Rwanda. Derniers éléments en liste pour alimenter encore plus cette crainte, l'aéroport de Bukavu venait d'être fermé le 24 janvier au profit de celui de Kamembe au Rwanda; en outre, à partir des petits aéroports situés à proximité des mines de la région contrôlées par les Rwandais, le minerais serait acheminé à Kigali sans que les taxes ne soient perçues aux douanes.

De même à Kisangani, en province Orientale, des femmes sont descendues dans la rue le 31 janvier et ont marché jusqu'au gouvernorat, siège de la commission mixte ougando-rwandaise. Elles réclamaient la libération de 3 fonctionnaires de l'Immigration arrêtés depuis plus d'un mois parce qu'ils avaient révélé l'existence d'un trafic de monnaie entre Kampala et Kisangani.

En «Kibali-Ituri», le conflit Hema-Lendu hors contrôle

Les querelles au sujet de l'occupation de terre entre des ressortissants des communautés Hema et Lendu débutées en juin 1999, ont rapidement dégénéré en conflit inter-ethnique dont l'ampleur dépasse maintenant les compétences du RCD-ML dirigé par Wamba dia Wamba.

Pourtant, après la présentation par le RCD-ML d'un canevas de solutions aux leaders des deux communautés le 21 décembre, la tension semblait vouloir baisser. Jacques Depelchin, Commissaire général à l'administration du territoire du RCD-ML et responsable d'un «Comité de pacification» mis sur pied fin octobre 1999, s'était montré optimiste. Le Comité international de la Croix Rouge, après une mission dans le Territoire de Djugu de la sous-région de l'Ituri, où se sont déroulés les combats, affirmait le 6 janvier que les efforts de pacification avaient porté fruit.

Malheureusement, les affrontements ont repris avec plus d'intensité causant la mort et la destruction, du côté Hema cette fois-ci. Les images d'une vidéo amateur fournies par l'ONG Christian Blind Mission (CBM), qui ont fait le tour des médias occidentaux, montraient entre autres les victimes d'un massacre perpétré à Blukwa le 9 janvier. Le nombre de morts depuis le déclenchement des hostilités a été évalué entre 2 000 et 5 000 selon les sources et celui des déplacés, à 140 000. L'organisation *Médecins sans frontières* (MSF) qui intervient depuis longtemps dans toute la région, s'est inquiétée, le 20 janvier, de la situation humanitaire dans tout l'Ituri, des nombreuses victimes ne pouvant être rejointes. Elle récusait également les accusations de parti-pris pro-Lendu portées à son endroit par des leaders Hema et proposait de répartir ses postes de soins également parmi les deux communautés. Mais après qu'une de ses équipes ait été attaquée à coup de pierres le 14 janvier à 25 km de Bunia et devant la méfiance grandissante d'une partie de la population à son égard, MSF a décidé le 29 janvier de se retirer de l'Ituri.

Le conflit est en passe de prendre de nouvelles dimensions. L'organisation CBM affirmait avoir pris la décision de montrer les images des massacres pour

inciter la communauté internationale à intervenir rapidement contrairement à ce qui s'était passé au Rwanda avant le génocide. Cette thèse d'un possible «génocide» a été rapidement reprise par les médias ougandais qui l'ont accolée aux Hema, présumés victimes des Lendu. Jacques Depelchin, en contact avec les deux camps, a tenté de désamorcer l'accusation en déclarant n'avoir recueilli aucun élément attestant l'existence d'un quelconque plan d'extermination et a répété que les victimes se retrouvaient également dans les deux communautés. Mais le conflit semble maintenant dépasser les seules compétences administratives du RCD-ML. L'Ouganda et le Rwanda se sentent désormais concernés. Le 4 février, le ministre rwandais à la Présidence, Mazimhaka, déclarait espérer que les autorités locales seraient capables de ramener la paix et annonçait qu'il enquêterait sur de présumées violations du droit humanitaire international lors des affrontements. Pour sa part, le président Museveni affirmait le 1^{er} février que l'armée ougandaise n'était intervenue que là où les autorités locales avaient demandé son aide. Le ministre d'État à la Défense expliquait quant à lui, que l'ampleur des troubles expliquait pourquoi l'Ouganda devait rester en RDC.

Dans son rapport du 15 décembre 1999 sur le conflit Hema-Lendu, l'ASADHO situait très bien sa nature, sa genèse ainsi que ses enjeux économique et politique. Le Territoire de Djugu où se confinent les combats, est le plus peuplé et le plus riche de l'Ituri : deux puissantes centrales hydroélectriques, les mines d'or de l'Okimo, des plantations de café prospères qui alimentent un bon nombre d'usines de traitement. Dès le début des tensions, l'armée ougandaise a pris parti pour certains riches propriétaires de «concessions» Hema et ses soldats ont chassé les cultivateurs Lendu des terres en litige. Ils ont par la suite participé à des affrontements du côté Hema et se seraient livrés à de nombreux massacres. La décision prise par le commandant des forces ougandaises en RDC, le brigadier Kazini, en juin 1999, de former la nouvelle province de Kibali-Ituri et de nommer comme gouverneur, Adèle Lotsove, une Hema, a été perçue comme une tentative de donner encore plus de poids à la communauté Hema et a envenimé davantage les rapports entre les 2 groupes.

Les tentatives de rapprochement effectuées par le RCD-ML n'ont malheureusement pas eu le succès escompté. En grande partie parce que le mouvement rebelle de Wamba dia Wamba n'a pas réussi à démontrer son indépendance face aux militaires ougandais. Le remplacement d'Adèle Lotsove par Uringi, de la communauté Alur, le 26 décembre, n'a rien changé. Si les autorités locales aidées des Églises et de certaines organisations de la société civile, encore considérées «neutres», ne réussissent pas à réduire les tensions, il est à craindre que le conflit devienne l'objet de manipulations de toutes sortes.

Le franc dévalué et objet de nombreux trafics

Le gouvernement de Kinshasa a enfin décidé d'ajuster quelque peu son taux de change officiel à celui pratiqué

sur le marché parallèle. Il a procédé, le 22 janvier, à une dévaluation de 100 % de la monnaie congolaise par rapport au dollar américain. De 4,5 FC pour 1 \$US, le taux est passé à 9 FC, bien en deçà cependant du taux pratiqué dans la rue qui tournait à la fin du mois autour de 29 FC. Mais en plus des pressions des marchés non contrôlés, le franc congolais subit également celles exercées par des trafics lucratifs comme l'ont démontré certaines révélations en janvier.

Le 9 janvier, deux Libanais ont été condamnés à mort par la Cour d'ordre militaire. Ils auraient acheté pour 4 milliards de FC à Kinshasa, à 25 FC pour 1 \$US et les auraient acheminés via Brazzaville camouflés dans des sacs de farine, vers Kampala au profit du RCD-ML. À l'Est, où le franc se transige à 12 FC pour 1 \$US, l'argent servirait à payer les militaires et à acheter des diamants. Le 21 janvier, 4 Congolaises étaient également arrêtées à l'aéroport de Ndjili accusées de transporter des sommes importantes de francs vers Nairobi avec la complicité d'agents de sécurité de l'aéroport.

À Kisangani, le *Groupe Justice et Libération* a dénoncé le 29 décembre 1999, un semblable trafic de devises. En effet, 36 sacs contenant pour 600 000 \$US de FC en coupures de 20 et 100 francs ont été acheminés dans la capitale de la province Orientale en provenance de Kampala, pour le compte de la maison d'achat de diamants *Victoria* dirigée par un ressortissant libanais et protégée par des militaires ougandais. Trois agents du Service de sécurité et de renseignement de l'aéroport, qui ont voulu s'interposer, ont été arrêtés par des soldats ougandais et maintenus en détention.

Par ailleurs, la situation de guerre et de pénurie qui prévaut en RDC n'empêche pas le dévoilement de nouveaux projets d'envergure... Les compagnies Western Trade Corporation (Westrac) de Kinshasa et Sapphire Aqua Corporation (SAC) de Floride aux États-Unis, ont annoncé le 24 janvier avoir obtenu du gouvernement les droits pour acheminer une partie de l'eau du fleuve Congo vers le Moyen-Orient et l'Afrique australe, le tout gratuitement à titre d'aide humanitaire de la part de la RDC aux régions dont l'eau est un enjeu politique majeur. Le projet baptisé *Pipelines Salomon* prévoit la construction de deux pipelines, l'un de 1 000 et l'autre de 2 000 Km qui achemineront 200m³ d'eau à la seconde une fois le projet terminé vers les deux destinations choisies. On peut douter du sérieux d'un tel projet qui s'il était réalisé, pourrait avoir des conséquences environnementales désastreuses pour le pays.

D'autre part, des représentants des gouvernements de Kinshasa et de Harare ont procédé le 15 janvier à l'inauguration des travaux de construction d'une nouvelle entreprise minière, la *Sengamines*, sur la rive droite de la rivière Mbuji-Mayi. Propriété à part égale des deux gouvernements, l'entreprise compte investir 450M \$US d'ici 5 ans dans l'exploitation du diamant et créer 1 000 emplois. Aucun détail quant à la faisabilité du projet ou ses objectifs de production n'a été fourni. Ni les chefs coutumiers ni la population des zones d'exploitation prévue n'avaient été prévenus.

La compagnie américaine *Chevron* a annoncé le 27

janvier un investissement de 75M \$US durant les 3 prochaines années pour augmenter ses capacités d'extraction du pétrole congolais en haute mer. La production passera de 17 700 barils par jour à 20 000 barils par jour. Les compagnies **Unocal Congo** de Kinshasa et **Teikoku** du Japon sont également associées au projet à raison de 17,7% des obligations pour la première, 32,3% pour la deuxième et 50% pour **Chevron**.

Wamba dia Wamba pour sa part, a annoncé le 26 janvier le remplacement de la direction de la mine de Kilomoto, jusqu'ici confiée à une firme ougandaise, par sa propre équipe de direction. On s'interroge sur les liens entre cette nomination et la signature récente d'un accord entre le dirigeant du RCD-ML et une banque de Grenade prévoyant l'exclusivité de l'exploitation des mines pour la banque en contrepartie de prêts importants...

Autres nouvelles

Cinq parcs nationaux, affectés par l'actuel conflit en RDC, vont bénéficier d'investissements du montant de 4.2 M\$US dans le cadre du projet de l'UNESCO intitulé: «Conservation de la biodiversité dans les régions de conflit armé». Il s'agit des parcs suivants: le Parc national Garamba, la Réserve faunique Okapi, le Parc national Virunga, le Parc national Kahuzi-Biega et le Parc national Salonga.

Le ministre du Plan et du Commerce extérieur, Badimanyi Mulumba, ainsi que le ministre des Finances, Mawapanga Mwana Nanga, ont été réhabilités dans leur fonction le 20 janvier. Ils en avaient été suspendus pour insubordination, le 15 décembre dernier, par une lettre du directeur de cabinet du président. Les faits justifiant cette suspension n'ont jamais été rendus publics.

Le secrétaire général des **Comités du pouvoir populaire** (CPP), Raphaël Ghenda, a organisé à Kinshasa des élections de représentants des CPP dans les 24 communes de la capitale. On s'est même permis, pour encourager la population à aller voter, de décréter trois demi-journées chômées, les 19, 20 et 21 janvier, et une journée fériée, le 22 janvier, comme si les CPP étaient un organe du gouvernement. Malgré cela, les élections auraient été un échec et décriées par les comités CPP des communes ainsi que par ceux des universités et des instituts supérieurs. Le gouvernement actuel semble tenir coûte que coûte à organiser ces CPP qui ressemblent à un véritable parti-État et rappellent les structures et méthodes du MPR sous Mobutu.

Le nouveau secrétaire exécutif du **Conseil national des ONG de développement** (CNONGD), Malanda Nsumu Félicien, qui avait été élu le 3 décembre dernier, a donné sa première conférence de presse le 28 janvier pour annoncer le programme qu'il va s'employer à réaliser. Il veut développer des mécanismes de dialogue avec l'État concernant les droits de la personne, la

justice sociale et la participation des ONGD à la reconstruction; donner la possibilité aux communautés de base de participer aux prises de décisions et de déterminer leur propre développement; renforcer un vaste mouvement paysan et défendre les intérêts des pauvres, etc. Son prédécesseur, Hamuli Kabarhuzza, a été un des principaux leaders de la société civile depuis la Conférence nationale souveraine.

Un appel international sur le conflit en RDC a été adressé le 2 février au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, et aux membres du Conseil de sécurité. L'appel, signé par plus de 40 personnalités internationales dont plusieurs prix Nobel voulait rappeler à l'attention internationale la guerre qui ravage le Congo. En plus de réclamer un soutien sans réserve aux accords de Lusaka, l'appel exige un embargo total sur les armes en direction de toutes les parties engagées dans le conflit ainsi que la tenue rapide d'une conférence internationale pour la paix en Afrique centrale. Ont signé au Canada, le président de la Conférence des Évêques catholiques du Canada, le Primat et le secrétaire général de l'Église Anglicane du Canada et la présidente de la Conférence religieuse du Canada. L'appel était une initiative du Mouvement international de la réconciliation (Allemagne), de Dialog international (Allemagne), du Bureau international de la paix (Suisse) et était coordonné par Pax Christi International (Belgique) et la section allemande du mouvement.

4 février 2000

Ont contribué à ce numéro : Kadari Mwene Kabyana, Roland Rivard et Denis Tougas.

La version anglaise d'Info-Congo/Kinshasa est disponible à Inter-Church Coalition on Africa (ICCAF) 129 St-Clair avenue West, Toronto, Ontario, Canada, M4V 1N5. Tél. (416) 927-1124 Téléc. 927-7554, iccaf@web.apc.org

La version allemande d'Info-Congo/Kinshasa est disponible à **Dialog International**, Postfach 260124, 40094 Düsseldorf, Allemagne, Tél. et Fax 0211/31 26 08.

Pour ceux et celles qui ne seraient pas abonnés à Info-Congo/Kinshasa et qui voudraient le faire, il suffit d'acheminer une demande à l'Entraide missionnaire dont l'adresse apparaît à l'en-tête et de joindre un mandat-poste ou un chèque tiré sur une banque canadienne ou américaine, au montant de 15 \$ pour un abonnement au Canada et 20 \$ pour l'étranger.

L'Entraide missionnaire est un organisme d'éducation et ne peut compter que sur des ressources très limitées. Il est donc inutile de lui soumettre des demandes de financement pour des projets de développement.

La Table de concertation reçoit l'appui financier de l'ACDI.